



Le leader du MRC, Maurice Kamto, avait publié le 5 octobre 2019, jour de sa libération, la première déclaration officielle, suite à l'arrêt des poursuites signé par le Chef de l'État.

Dans cette note de six pages, l'opposant insistait entre autres sur la nécessité de solder le passif du dernier scrutin présidentiel, l'impératif d'une réforme consensuelle du système électoral, la garantie des libertés publiques, ou encore la garantie de l'indépendance de la justice.

Au sujet du grand dialogue national convoqué par le chef de l'Etat durant cette période, Maurice Kamto se réjouissait des propositions faites par le sultan roi des Bamoum, Ibrahim Mbombo Njoya. **« À cet égard, les propositions faites par le Sultan Mbombo Njoya nous paraissent empreintes de sagesse et de bon sens, parce qu'elles permettent de jeter les bases d'une République nouvelle aux fondations démocratiques mieux assurées »**, mentionnait l'avocat-politicien.

En effet, au cours de son allocution lors de l'ouverture du dialogue national au Palais des Congrès de Yaoundé, le 30 septembre 2019, le monarque parlant de la crise des régions du Nord-Ouest et Sud-ouest, avait clairement laissé entendre que le problème qui se pose au Cameroun est aussi celui de l'alternance : **« le seul remède qui pourrait guérir le mal est la révision de la Constitution. La limitation du mandat présidentiel à 2x5 ans non**

renouvelables », déclarait le sénateur, chef de la délégation permanente du RDPC pour la région de l'Ouest.

Le roi Ibrahim Mbombo Njoya proposait aussi l'élection à deux tours ,comme piste de solution. Mais aussi, la révision du code électoral. Et enfin, la décentralisation dont il faut accélérer la mise en place. Dans les 06mois qui suivent le dialogue.

Un baron du régime, de plus un ami intime de Paul Biya, qui ouvrait ainsi le bal de la discorde dès le premier jour du Grand dialogue national.

Dans sa prise de parole, le premier Ministre chef de gouvernement, va recadrer le Sultan, précisant que les participants ne devraient pas s'écarter des points déjà établis par le Président Paul Biya.